



Maison des Agriculteurs et des Français d'Afrique du Nord
95 rue d'Amsterdam / 75008 / PARIS
Téléphone : 01/45/26/29/33 Courriel : contact@mafa-pn.fr
Site internet : www.mafa.pn Facebook : [mafa.pn](https://www.facebook.com/mafa.pn)

COMMUNIQUE

RENCONTRE AVEC DES REPRESENTANTS DE RAPATRIES D'ALGERIE

Palais de l'Élysée – Mercredi 26 janvier 2022

Depuis 60 ans la présence française en Algérie pendant 132 ans et son aboutissement dramatique en 1962 était considéré par l'opinion métropolitaine contaminée par une gauche idéologue comme l'aboutissement légitime d'un système d'oppression mis en œuvre par des colons avides. Les horreurs vécues par les Français d'Algérie, notamment après le 19 mars 1962 étaient soit occultées soit réputées comme une réplique normale à l'injustice coloniale.

Le 26 janvier 2022 à l'Élysée, face à un Emmanuel MACRON qui, candidat en 2017, les avait meurtris en qualifiant l'Algérie française de crimes contre l'humanité, les représentants des pieds noirs ont écouté le candidat devenu président reconnaissant que les européens d'Algérie étaient souvent des hommes bons et prodiges, c'est à dire généreux envers autrui. Réhabilitant ainsi l'œuvre de la France en constatant qu'elle n'était pas seulement négative, le chef de l'Etat s'est prononcé ensuite sur les drames de la rue d'Isly le 26 mars 1962 et d'Oran le 5 juillet de la même année où l'action de l'armée française en mars et son inaction en juillet ont entraîné plusieurs centaines de victimes européennes. Il a qualifié ces événements de « *massacre impardonnable pour la République* ». Enfin, le président a souligné l'intensité du déracinement des pieds noirs « *persona non grata en Algérie et indésirables en France...* »

Ces propos sobres et émouvants du chef de l'Etat en exercice sont incompatibles avec l'imputation hasardeuse de crimes contre l'humanité du candidat de 2017. En conséquence, seuls ces propos engagent la France.

La MAFA, dans le scepticisme d'associations opposées au dialogue avec les pouvoirs publics n'a cessé d'intervenir auprès d'Emmanuel MACRON pour qu'il s'adresse aux Français d'Algérie et les intègre positivement dans la mémoire nationale.

Après les propos, les actes. En premier lieu nous aidons et soutenons le projet remis au Président MACRON par nos amis du Groupe de Recherche des Français Disparus en Algérie : la création d'une banque de données ADN qui permettra d'identifier leurs corps lorsque nous pourrons accéder aux charniers existant en Algérie. En ce qui concerne la MAFA, deux actes sont sollicités dans l'immédiat : la création d'une cérémonie similaire à celles dédiées aux harkis et aux Morts pour la France en Algérie et qui rappellerait la présence plus que séculaire des pieds noirs outre-méditerranée. Le second, complétant l'indemnisation des Français expropriés par l'Algérie indépendante dont 58 % seulement des préjudices ont été compensés par les lois françaises d'indemnisation, considérées par le législateur lui-même comme une avance sur la réparation due par l'Etat expropriant.

Il faut aller encore plus loin Monsieur le Président car les paroles doivent être suivies d'actes.

Paris, le 28 janvier 2022

Le Président de la MAFA, Jean Félix VALLAT